



Nations Unies

# Assemblée générale

## AG/PAL/1277

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Comité pour l'exercice des droits  
inaliénables du peuple palestinien**  
354<sup>e</sup> séance - matin

**L'OBSERVATEUR PALESTINIEN DÉNONCE L'ABSENCE D'AVANCÉES CONCRÈTES EN  
DÉPIT DE LA REPRISE  
DES POURPARLERS DE PAIX ISRAËLO-PALESTINIENS DEPUIS LA MI-AOÛT**

**Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables  
du peuple palestinien : élit trois nouveaux vice-présidents**

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a entendu, ce matin, une présentation de l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès des Nations Unies, M. Riyad Mansour, sur la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et sur l'évolution du processus politique.

Il a évoqué la visite du Secrétaire général en Palestine qui, a-t-il rappelé, avait été « accueilli comme un chef d'État » par les autorités palestiniennes. Le Secrétaire général a, au cours de cette visite, déposé une gerbe de fleurs sur la tombe du Président Yasser Arafat.

De nombreux contacts bilatéraux entre Israéliens et Palestiniens ont eu lieu ces derniers mois, ce qui peut donner l'impression qu'une lueur d'espoir existe pour reprendre le processus politique, a indiqué M. Mansour. Malheureusement, après huit réunions avec les représentants d'Israël, aucune avancée concrète n'est à constater. Israël doit s'acquitter de ses obligations en tant que puissance occupante, conformément aux dispositions des Conventions de Genève et des résolutions pertinentes des Nations Unies. Israël doit, en particulier, cesser l'occupation et l'implantation de colonies illégales, a souligné le représentant.

Il a noté qu'une évolution positive était intervenue avec la libération de 104 prisonniers palestiniens retenus dans les geôles israéliennes depuis plus de 20 ans et l'annonce faite par Israël d'en libérer d'autres. C'est une mesure importante en faveur de la reprise de véritables négociations, a-t-il dit. Cependant, près de 6 000 prisonniers se trouvent encore dans les prisons israéliennes. La paix ne pourra pas être réalisée tant que tous les prisonniers ne seront pas libérés, a averti M. Mansour.

L'observateur palestinien a noté que le Président des États-Unis, M. Barack Obama, avait récemment réaffirmé le consensus obtenu par la communauté internationale concernant la reprise des négociations, sur la base des frontières de 1967, à l'exception des questions réglées par voie bilatérale entre les parties concernées. L'ensemble de la communauté internationale espère que ces efforts aboutiront à des négociations sur tous les points cruciaux en discussion d'ici à neuf mois. Pour la partie palestinienne, personne n'a plus à gagner du succès des négociations et plus à souffrir de leur échec que le peuple palestinien.

M. Mansour a rappelé que le Conseil de sécurité organisera un débat public sur la situation au Moyen-Orient, y compris la situation en Palestine, le 22 octobre prochain et a invité tous les membres du Comité à y participer.

L'adoption par l'Union européenne d'une directive sur les territoires occupés, selon laquelle tous les accords entre l'État d'Israël et l'Union européenne doivent indiquer sans ambiguïté et explicitement qu'ils ne s'appliquent pas aux territoires occupés par Israël en 1967, est un pas important, concret et pratique, a relevé l'Observateur de la Palestine. M. Mansour a précisé qu'une résolution sera soumise à l'Assemblée générale au cours de cette session appelant la communauté internationale à partager la position de l'Union européenne.

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, a indiqué M. Mansour, sera célébrée, cette année, le 25 novembre. Le programme d'activités culturelles comprendra un concert de Mohamed Assaf, lauréat de l'émission télévisée *Arab Idol*. Le représentant a invité tous les membres des délégations à participer à cet événement culturel, organisé en collaboration avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). « Cette importante fête marque ainsi le premier anniversaire de la reconnaissance du statut d'État observateur non permanent et nous attendons une très grande participation à cet événement », a-t-il conclu.

En début de séance, le Président par intérim, M. Reyes Rodriguez (Cuba), a brièvement évoqué les activités et faits nouveaux qui ont eu lieu depuis la dernière séance du Comité le 30 juillet 2013. Le 14 août dernier, a-t-il rappelé, Israéliens et Palestiniens avaient décidé de relancer le processus de paix, qui était dans l'impasse depuis septembre 2010. Le même jour, Israël a libéré 26 prisonniers politiques palestiniens « dans un geste de bonne volonté ». Les négociateurs devraient, ensuite, se retrouver chaque semaine.

Les 15 et 16 août dernier, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, s'est rendu à Ramallah et à Jérusalem où il a rencontré des représentants palestiniens et israéliens.

Le 24 septembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a prié instamment les autorités israéliennes de faire cesser la vague de démolitions de structures bédouines qui a commencé dans le Territoire palestinien occupé, en soulignant que cela constituait une violation du droit international humanitaire.

Dans son allocution à l'Assemblée générale, le 26 septembre, le Président Abbas a exprimé sa détermination à trouver un accord de paix dans les neuf mois. Il a prévenu que les négociations en cours risquaient d'être les négociations de la dernière chance et a prié instamment la communauté internationale de saisir cette occasion.

Le Quatuor s'est réuni le 27 septembre dernier en marge de l'Assemblée générale, et a publié une déclaration pour réaffirmer sa détermination à prêter main forte aux parties afin qu'elles trouvent effectivement, comme elles en sont convenues, un accord sur le statut permanent dans le délai de neuf mois qui a été fixé.

Le même jour, la Réunion de haut niveau des bailleurs de fonds de l'UNRWA, coprésidée par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, M. Nabil Elaraby, et à laquelle avait participé le Premier Ministre de Palestine, M. Rami Hamdallah, avait souligné que l'UNRWA contribuait à la stabilité de la région.

En même temps, Israël avait annoncé d'étendre les colonies de peuplement en construisant plus de 2 000 nouveaux logements dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Le Gouvernement israélien avait également inscrit 91 colonies de peuplement sur une liste nationale de bénéficiaires prioritaires pour une aide financière.

Le Comité a par ailleurs élu M. Desra Percaya (Indonésie); M. Wilfried Emvula (Namibie) et Mme Maria Rubiales de Chamorro (Nicaragua), aux postes de vice-présidents.

Le Comité a ensuite adopté, chapitre par chapitre, son projet de rapport annuel à l'Assemblée générale. Ce rapport, présenté par le Rapporteur du Comité, M. Christopher Grima (Malte), sera présenté à l'Assemblée générale pour adoption, le 7 octobre prochain.

Saluant l'adoption de ce projet de rapport, le représentant de l'Indonésie, a souhaité que de nouveaux pays reconnaissent l'État de Palestine. De son côté, le représentant namibien, a suggéré que le Comité prenne des mesures permettant de suivre l'exemple de l'UNESCO qui compte désormais l'État de Palestine comme un membre à part entière.

Le Comité a octroyé, ce matin, le statut d'observateur aux trois organisations de la société civile suivantes; *Youth Development Resources Center* (Territoire palestinien occupé); *The Palestinian Youth Association for Leadership and Rights Activation* (Territoire palestinien occupé) et *International Association Of Justice Watch* (République islamique d'Iran).

Le Comité a également souhaité la bienvenue à la délégation de l'État plurinational de la Bolivie qui est devenu, le 22 août dernier, son vingt-sixième membre.

La prochaine réunion du Comité aura lieu dans l'après-midi du 25 novembre.

\* A/AC.183/2013/CRP.2

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel